# **Termes de Reference pour le poste d’Expert Court Terme**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directrice de Projet | Emilie Bècle  |
| Email | Emilie.becle@expertisefrance.fr |
| Pays/institution | **Cote d’Ivoire – Administration**  |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité | **A 2 – 2.3.a Mission d'expertise technique pour l'aide à la création et l'utilisation d'une plateforme numérique de consultation** |

# **Expertise court terme : Mission d'expertise technique pour l'aide à la création et l'utilisation d'une plateforme numérique de consultation (A 2 – Activité 2.3.a)**

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Dans cette perspective, l’AFD a instruit et financé le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de coopération médias) ce projet d’Assistance Technique sur une durée de 3 ans à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire).

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

L’activité s’exerce dans le cadre des activités transversales de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO (Axe A).

Dans le cadre de l’élaboration et de la co-construction du Plan d’Action National n°2 en Côte d’Ivoire qui devrait être finalisé en juin 2018, le processus et les méthodes PGO prévoient la contribution active de la société civile à cette élaboration. Cela peut prendre plusieurs formes, notamment celles de consultations publiques via une plateforme numérique pour collecter les propositions, priorités et suggestions issues de la société civile.

Cette activité vient en complément de l’activité A2 – 2.1 et 2.2 sur la mise en place des consultation publiques au sein des différentes régions afin de sensibiliser et mobiliser la population sur la collecte de thématiques communes et prioritaires qu’elle souhaiterait faire apparaitre dans le PAN 2.

L’Objectif de l’activité est :

* Mise en place d'une plateforme numérique de consultation publique dans le cadre de l’élaboration du Plan d’Action Nation n°2 en RCI (dispositif de participation citoyenne)
* Page de présentation du PGO en Côte d’Ivoire avec renvoi sur des documents de base
* Formation à l'outil, expertise technique d'implémentation et retour d'expérience sur l’utilisation de ce type d’outil.

Plus spécifiquement, l’expert devra contribuer à :

* Aider l’administration à déployer le plus facilement possible une plateforme numérique de consultation, si possible sans coder, sans serveur et sans connaissances techniques spécifique (type déploiement « en 1 clic » d’une plateforme par Etalab et OGP Toolbox) ;
* Conseil sur le choix de l'outil et installation/mise en place de la plateforme en lien avec l’administration qui suivra et administrera l’outil
* Renforcer les capacités des agents administratifs lié à la mise en place et la gestion de cette plateforme : coaching pour mettre en place cette plateforme ; formation à sa gestion/administration.

# Livrables

* Plateforme de consultation + page de présentation
* Guide simplifié de mise en place d’une plateforme et de sa gestion/administration

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

Maximum de 6 jours (travail de préparation 3 j + travail sur place 3 j)

# Calendrier prévisionnel

Du 05 avril au 30 avril 2018

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Côte d’Ivoire et sur le lieu de travail de l’expert.

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Connaissance de la mise en place de plateforme numérique de consultation et d’outil de participation citoyenne ;
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile ;
* Excellentes compétences rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Expérience dans l’élaboration de consultations publiques, notamment dans de mise en place de plateforme de consultation citoyenne si possible dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert ;
* Compétence en formation et coaching sur la mise en place de plateforme de consultation ;
* Capacité à travailler en milieu interculturel, capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges.

# Langue(s) de travail

Français